

Une promo d'entrepreneur·e·s pour moderniser les administrations publiques

L'État ouvre ses portes à 32 entrepreneur·e·s d'intérêt général (EIG), qui ont 10 mois pour relever le défi qui leur a été donné au sein d'une administration publique. Ou quand le numérique devient enfin un véritable levier de transformation du service public.

Temps de lecture : minute

17 janvier 2019

Ils ont 10 mois pour transformer l'État de l'intérieur grâce à leur solution. Les 32 entrepreneurs d'intérêt général, sélectionnés sur 170 candidatures pour leurs compétences dans le numérique, intégreront, en CDD, leurs administrations par équipe de 2 ou de 3 créée sur-mesure. L'objectif ? Travailler de manière collaborative avec leurs mentors (agents de leur ministère d'accueil) pour livrer une solution viable et actionnable pour relever leur défi tout en faisant souffler un vent d'innovation au sein de leur administration d'accueil.

15 défis sélectionnés sur 42 proposés par les administrations publiques

Pour cette troisième promotion, un jury d'experts a sélectionné 15 défis d'amélioration du service public sur 42 défis proposés par les agents de différentes administrations lors d'un appel à projets ouvert de mai à juillet l'année dernière. Que ce soit pour rendre le droit du travail lisible et accessible grâce à l'intelligence artificielle, aider les réfugiés dans leurs

démarches, améliorer la confiance des consommateurs en détectant les faux avis sur internet ou encore soutenir l'agriculture biologique, la technologie et l'innovation sont mises à contribution du bien-être des citoyens dans ces 15 missions :

- ACOSS Plateforme : valoriser les données de l'Urssaf dans le sens d'une meilleure expérience utilisateur, Agence centrale des organismes de sécurité sociale
- ADLER : détecter des comportements financiers illicites par l'analyse de réseaux, Ministère de l'action et des comptes publics
- CartoBio : faciliter les démarches des acteurs de l'agriculture biologique en mettant à disposition les données pertinentes, Agence BIO, Ministère de la Transition écologique et solidaire
- CibNav : aider les agents en charge de la sécurité maritime à contrôler des navires professionnels en développant un outil de ciblage, Direction des Affaires maritimes, Ministère de la transition écologique et solidaire
- DataJust : assurer un traitement égalitaire des demandes d'indemnisation de préjudices corporels, Direction des affaires civiles du Sceau, Ministère de la Justice
- DataReg : maximiser l'exploitation des données pour permettre aux régulateurs des communications électroniques de gagner en efficacité, Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
- EIG Link : accompagner le développement d'un outil collectif du numérique d'intérêt général au sein de l'État, Etalab
- ExploCode : mettre l'intelligence artificielle au service de la lisibilité du droit du travail, Direction générale du travail
- IA Flash : fiabiliser le traitement automatisé des infractions routières, Ministère de l'Intérieur
- Karfu'R : valoriser les initiatives d'accueil et d'intégration des réfugiés et faciliter leurs démarches, Direction interministérielle pour l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR)

- LexImpact : évaluer l'impact de réformes socio-fiscales en développant des interfaces de simulation utilisables par tous, Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat (DINSIC)
- Open Chronic : améliorer la prise en charge des maladies chroniques grâce à une nouvelle base de données de santé, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Ministère des Solidarités et de la Santé
- Open Justice : ouvrir la jurisprudence en développant des solutions fiables de pseudonymisation et d'enrichissement des décisions de justice, Cour de cassation
- Plume : faire entrer les juridictions financières dans le XXIe siècle, Cour des comptes
- PolyGraphe : détecter les faux avis pour garantir la confiance sur Internet, Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), Ministère de l'Économie

Le programme EIG au coeur d'un écosystème de l'innovation

Depuis son lancement en 2017, le programme EIG, porté par la mission Etalab (dirigée par Laure Lucchesi de la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État) et financé par le Programme d'investissements d'avenir, a déjà permis de relever 22 défis parmi lesquels permettre aux pompiers de mieux prévoir leurs interventions, repérer et mettre en réseau l'innovation sociale dans les territoires ou encore améliorer la santé des Français en valorisant le Système National des Données de Santé.

Pour enrichir la relation entre les agents publics et les EIG, le programme s'inscrit dans une communauté du numérique d'intérêt général plus globale. Administrations, institutions, associations comme [DataForGood](#)

ou Latitudes, incubateurs, think tank, le programme vit aussi grâce à une communauté qui permet de mieux accompagner les tandems et de les aider à relever leurs défis. Les EIG profitent, par exemple, d'un soutien des membres de l'équipe data.gouv.fr qui les accompagnent sur des questions techniques. Des synergies sont aussi en place avec Beta.gouv, un dispositif-miroir du programme EIG à qui bénéficie son expérience en accompagnement de projets numériques au sein des administrations.

Article écrit par Anais Richardin